

Cellule d'analyse européenne

Le paquet des budgets pour la reprise et la résilience en Europe

Le Cadre financier pluriannuel modifié et le train de mesures de relance de l'UE

Résumé :

Dans le contexte de la crise du coronavirus, le Conseil européen a, fin avril 2020, chargé la Commission européenne de proposer un train de mesures de relance centré sur un Cadre financier pluriannuel modifié (CFP). Ce cadre devait en effet être réajusté afin de pouvoir faire face aux conséquences de la crise économique.

Le 27 mai 2020, la Commission européenne a proposé un paquet des budgets pour la reprise et la relance en Europe, qui est basé sur :

1. Le Cadre financier pluriannuel (CFP) : Ce CFP, qui couvre la période 2021-2027, est la sixième édition d'un plan budgétaire pluriannuel européen et englobe toutes les compétences de l'UE. Le CFP souhaite moderniser le budget de l'Union européenne et le simplifier. Le CFP réforme la politique agricole commune et la politique de cohésion et examine les domaines dans lesquels l'UE peut apporter une valeur ajoutée (migration et climat notamment). La proposition de la Commission porte sur un montant de **1.100 milliards d'euros**.

Une proposition de réforme du système de ressources propres a également été déposée.

2. L'instrument de relance pour l'UE ("NextGeneration EU") de **750 milliards d'euros** est destiné à orienter les investissements vers les domaines où ils sont les plus nécessaires (marché intérieur, coopération, soins de santé, gestion de crise, transition écologique et transition numérique). NextGeneration EU renforcera les moyens alloués aux principaux programmes du CFP.
3. Le mécanisme *SURE* de **540 milliards d'euros**, qui vise à soutenir les travailleurs, les entreprises et les pouvoirs publics (adopté par le Conseil européen du 23 avril 2020), relève également du paquet des budgets pour la reprise et la résilience en Europe.

Le délai pour formuler un avis de subsidiarité concernant les propositions législatives européennes expire le 27 juillet 2020.

1. Contexte

Le Cadre financier pluriannuel, qui couvre la période 2021-2027, est la sixième édition du plan budgétaire pluriannuel européen et englobe toutes les compétences de l'Union européenne.

Le Cadre financier pluriannuel 2021 – 2027 (abrégé ci-après CFP) est en cours de négociation depuis deux ans déjà. Les premières propositions de la Commission remontent au 2 mai 2018. La proposition était basée sur un montant de 1.279 milliards d'euros.

Les discussions menées ces deux dernières années sur le CFP se sont concentrées sur la réforme de la politique agricole commune et de la politique de cohésion, les nouveaux domaines stratégiques (climat, numérisation, migration et autres), la compensation de la contribution britannique à la suite du Brexit (entre 20 à 30 milliards d'euros de baisse de recettes) et les propositions de réforme du système de ressources propres.

Dans ses conclusions des 12 et 13 décembre 2019, le Conseil européen a prié son président de poursuivre les négociations concernant le CFP afin de parvenir à un accord définitif.

En février 2020, le président du Conseil européen a formulé une proposition portant sur un CFP plus modeste afin de limiter autant que faire se peut les contributions versées par les États membres en ces temps de crise. Cette proposition de compromis portait sur un montant de 1.094 milliards d'euros.

Dans le contexte de la crise du coronavirus, le Conseil européen s'est réuni le 23 avril 2020. Bien qu'il ne soit pas parvenu à un accord sur une feuille de route commune de relance après la crise, le Conseil a tout de même chargé la Commission d'élaborer au plus vite une proposition contenant différentes options concernant le budget pluriannuel européen et de proposer un train de mesures de relance centré sur un CFP modifié. Ce cadre financier devait en effet être réajusté afin de pouvoir faire face aux conséquences de la crise économique.

Le 27 mai 2020, la Commission européenne a proposé un nouveau CFP renforcé. Pour ce faire, la Commission européenne s'est basée non pas sur sa propre proposition de 2018, mais sur celle du président du Conseil européen.

L'actuelle proposition de la Commission européenne contient des changements relativement peu importants par rapport à la proposition du président du Conseil européen. La proposition de la Commission porte sur un montant de 1 100 milliards d'euros.

À la suite de la crise du COVID-19, la Commission a également proposé un nouvel instrument de relance pour l'UE ("*NextGeneration EU*"), doté d'une enveloppe de 750 milliards d'euros, dans le but d'orienter les investissements vers les domaines qui en ont le plus besoin (marché intérieur, coopération en matière de soins de santé, gestion de crise, transition écologique et numérique).

Le mécanisme SURE de 540 milliards d'euros, destiné à soutenir les travailleurs, les entreprises et les pouvoirs publics (approuvé par le Conseil européen du 23 avril 2020) fait également partie de ce paquet de mesures budgétaires pour la reprise et la résilience en Europe .

Le paquet comprend également une proposition de réforme du système de ressources propres.

2. Contenu

En résumé, les documents contiennent les lignes de force suivantes :

Un budget pluriannuel et innovant pour la relance européenne :

En raison de l'impact économique de la crise du coronavirus, la Commission a modifié la proposition initiale de CFP (COM (2018)322) sur un certain nombre de points et a prévu plusieurs instruments spéciaux pour permettre à l'UE de réagir à des circonstances spécifiques imprévues (COM (2020)443).

La transition écologique et numérique est un défi qui se reflète dans tous les programmes. L'instrument *NextGeneration EU* donnera au budget la capacité d'action nécessaire pour répondre aux défis les plus pressants.

Les programmes dans les grandes lignes :

Les chiffres ci-dessous comprennent les moyens affectés au CFP, complétés par les ressources de l'instrument *NextGeneration EU* (soit 1 850 milliards d'euros au total) :

- Marché intérieur : 210 milliards d'euros, dont 69,8 milliards provenant de *NextGeneration EU*
- Politique de cohésion : 373 milliards d'euros, dont 50 milliards provenant de *NextGeneration EU*. Le Fonds pour une transition juste bénéficie également de 40 milliards d'euros supplémentaires provenant de *NextGeneration EU*
- Politique agricole commune : 333 milliards d'euros
- Migration et gestion des frontières : 31,1 milliards d'euros
- Sécurité et défense : 29,1 milliards d'euros, dont 9,7 milliards provenant de *NextGeneration EU*.
- Politique de voisinage : 118,2 milliards d'euros, dont 15,5 milliards provenant de *NextGeneration EU*.
- Administration publique européenne : 74,6 milliards d'euros.

Quels programmes seront renforcés ? Il s'agit notamment des programmes suivants : Horizon Europe (94,4 milliards d'euros pour accroître le soutien européen aux activités de recherche et d'innovation en matière de santé et de climat), Europe numérique (8,2

milliards d'euros pour renforcer la cyberdéfense et la transition numérique), Erasmus+ (24,6 milliards d'euros, soit 3,4 milliards d'euros de plus), le Fonds asile et migration et le Fonds pour la gestion intégrée des frontières (22 milliards d'euros), le Fonds de sécurité intérieure (2,2 milliards d'euros), le Fonds européen de la défense (8 milliards d'euros) et l'aide de préadhésion pour les partenaires des Balkans occidentaux (12,9 milliards d'euros).

Le nombre de programmes sera réduit. Des sources de financement fragmentées seront fusionnées dans le cadre de nouveaux programmes intégrés.

Bien que le cadre financier vise à assurer la discipline budgétaire, il doit en même temps offrir une flexibilité suffisante pour permettre une allocation efficace des ressources ainsi qu'une réaction rapide de l'Union à des situations et à des urgences imprévues.

Instruments spécifiques (21 milliards d'euros) : il existe trois outils plus souples pour faire face aux urgences :

- Réserve de solidarité et d'aide d'urgence : réaction à la crise sanitaire ;
- Fonds de solidarité de l'UE : soutien aux régions touchées par de grandes catastrophes ;
- Fonds européen d'ajustement à la mondialisation : soutien aux travailleurs qui perdent leur emploi à la suite d'une restructuration.

Réforme du système des ressources propres (COM (2020)445) :

Une réforme du système des ressources propres est prévue, qui passeront de 1,29 % à 1,4 % du RNB

La Commission européenne souhaite compléter ses ressources propres en relevant temporairement et exceptionnellement sa capacité d'emprunt et en finançant certaines dépenses de cette manière. Les ressources propres passeront ainsi à 2 % du RNB.

Le paquet de nouvelles ressources propres comprend : les revenus provenant du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) atteignant jusqu'à 10 milliards d'euros par an, la taxe sur les services numériques (taxe GAFA) qui générera 1,3 milliard d'euros par an, les revenus liés aux activités de grandes entreprises qui tirent un avantage considérable du marché intérieur (10 milliards d'euros par an), la lutte contre la "fuite carbone" (c'est-à-dire une situation dans laquelle des entreprises déplacent leur production dans des pays dont la politique climatique est moins stricte) (14 milliards d'euros par an).

La proposition ne parle plus de la taxe sur la quantité de plastique non recyclé dans un État membre.

L'instrument pour la relance - *NextGenerationEU* COM (2020) 441 et 456 :

La crise du coronavirus est sans précédent. La Commission européenne propose dès lors, conformément à l'article 122 du TFUE, de prendre des mesures exceptionnelles et temporaires visant à stimuler la reprise et la résilience de l'Europe au cours de la période qui suivra la pandémie du COVID-19. Il s'agit d'une enveloppe de 750 milliards d'euros prévue dans *NextGenerationEU*. Ces moyens viennent s'ajouter à ceux qui sont prévus dans les programmes du CFP. La Commission européenne complètera ses ressources propres en empruntant temporairement et exceptionnellement de l'argent sur les marchés financiers. 500 milliards d'euros seront répartis par le biais de subventions. 250 milliards d'euros sont utilisés pour accorder des prêts aux États membres. Ceux-ci pourront en l'espèce emprunter de l'argent à un taux peu élevé grâce à la notation de crédit élevée de la Commission européenne. Les fonds sont notamment utilisés pour la mise en œuvre des plans de relance des États membres.

Schématiquement :

- Premier pilier : soutien aux États membres dans le domaine de l'investissement et des réformes

La facilité européenne pour la reprise et la résilience est intégrée dans le Semestre européen et soutient les investissements et les réformes, en ce compris la double transition écologique et numérique (560 milliards de subventions et 250 milliards de prêts).

L'initiative *REACT-EU* fournira un complément aux fonds de cohésion (55 milliards). Ce soutien est réparti selon une nouvelle clé tenant compte de la mesure dans laquelle les régions sont touchées. L'accent est mis sur les autorités locales, les systèmes de santé, les PME...

Le Fonds pour une transition juste est renforcé à hauteur de 40 milliards. 15 milliards de ressources supplémentaires seront affectés au Fonds européen agricole pour le développement rural afin de mettre en œuvre la stratégie « De la fourche à la fourchette » et la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité.

- Deuxième pilier (axé sur les entreprises) : stimulation des investissements privés

L'instrument de soutien à la solvabilité (31 milliards) mobilisera des ressources privées afin d'apporter un soutien à des entreprises saines des États membres, des régions et des secteurs gravement touchés par la crise.

Le programme *InvestEU* renforcé (15,3 milliards) fournira des garanties pour le financement des investissements dans l'infrastructure durable, la R&D, la numérisation, etc. par le biais de la BEI et des Banques nationales de développement.

- Troisième pilier : les enseignements à tirer de la crise

EU4Health : des subventions à hauteur de 9,4 milliards sont prévues pour les investissements dans le renforcement des systèmes de santé de l'UE.

Élargissement de rescEU : des subventions et des passations à hauteur de 3,1 milliards sont prévues pour renforcer la protection civile en cas de situations d'urgence de grande ampleur.

Le plan de relance démarre en 2021 (en raison de l'adaptation nécessaire de la décision relatif aux ressources propres). Il existe une solution transitoire pour les investissements en 2020, à savoir en utilisant non pas des fonds empruntés mais des ressources provenant du CFP actuel.

Calendrier : Les chefs d'État et de gouvernement délibéreront de ce paquet lors du Conseil européen du 19 juin 2020. L'objectif est de parvenir à un accord en juillet 2020. Le paquet doit ensuite également être discuté au Parlement européen. La décision relative aux ressources propres nécessite l'unanimité et doit être ratifiée dans les États membres, faute de quoi la mise en œuvre du plan de relance ne pourra pas commencer. Le but est que le CFP et le plan de relance entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

3. Cadre juridique européen et évolutions :

L'article 312 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) dispose qu'un règlement du Conseil, adopté à l'unanimité, fixe un cadre financier pluriannuel.

La proposition relative aux ressources propres est basée sur l'article 311, alinéa 3, TFUE qui dispose qu'il est possible que le Conseil établisse de nouvelles catégories de ressources propres dans le cadre d'une décision relative aux ressources propres.

Les propositions concernant le plan de relance sont basées sur l'article 322 TFUE qui dispose que le Conseil, statuant sur proposition de la Commission, fixe les modalités et la procédure selon lesquelles les recettes budgétaires prévues dans le régime des ressources propres de l'Union sont mises à la disposition de la Commission.

4. Suivi au sein de la (des) commission(s) compétente(s) de la Chambre :

- Commission des Finances ;
- Pour information : Comité d'avis fédéral chargé des Questions européennes.

5. Suivi au sein des instances fédérales :

- SPF Finances

6. Subsidiarité / Suivi parlementaire :

La commission compétente peut rendre un avis de subsidiarité sur des propositions en application de l'article 37*bis* du Règlement de la Chambre.

Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de cette proposition de législation expire le 27 juillet 2020.

Dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso), la commission compétente peut adresser un avis et/ou des observations et à la Commission européenne. Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Pour en savoir plus :

COM (2020)403	Proposition de règlement établissant le programme InvestEU https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200403.do?appLng=FR
COM (2020)404	Proposition de RÈGLEMENT modifiant le règlement (UE) 2015/1017 en ce qui concerne la création d'un instrument de soutien à la solvabilité https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200404.do?appLng=FR
COM (2020)405	Proposition de RÈGLEMENT relatif à l'établissement d'un programme d'action de l'Union dans le domaine de la santé pour la période 2021-2027 et abrogeant le règlement (UE) n° 282/2014 (Programme « UE pour la santé ») https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200405.do?appLng=FR
COM (2020)407	Proposition de RÈGLEMENT modifiant le règlement (UE) 2017/1601 instituant le Fonds européen pour le développement durable (FEDD), la garantie FEDD et le fonds de garantie FEDD https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200407.do?appLng=FR
COM (2020)408	Proposition de RÈGLEMENT établissant une facilité pour la reprise et la résilience https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200408.do?appLng=FR
COM (2020)409	Proposition de RÈGLEMENT établissant un instrument d'appui technique https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200409.do?appLng=FR
COM (2020)442	Communication « Le budget de l'Union : moteur du plan de relance pour l'Europe » https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200442.do?appLng=FR
COM (2020)441	Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL établissant un instrument de l'Union européenne pour la relance en vue de soutenir la reprise à l'issue de la pandémie de COVID-19 https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200441.do?appLng=FR
COM(2020)443	Proposition modifiée de RÈGLEMENT DU CONSEIL fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200443.do?appLng=FR
COM (2020)444	Proposition modifiée de Accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200444.do?appLng=FR

COM (2020)445	Proposition modifiée de RÈGLEMENT portant mesures d'exécution du système des ressources propres de l'Union européenne https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200445.do
COM (2020)446	Proposition de RÈGLEMENT du Conseil modifiant le règlement (UE, Euratom) n° 1311/2013 du Conseil fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200446.do?appLng=FR
COM (2020)447	Proposition modifiée de RÈGLEMENT relatif au Fonds social européen plus (FSE+) https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200447.do
COM (2020)450	Proposition modifiée de RÈGLEMENT portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile et migration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200450.do?appLng=FR
COM (2020)451	Proposition de RÈGLEMENT modifiant le règlement (UE) n° 1303/2013 en ce qui concerne la mise en œuvre de ressources supplémentaires et de modalités d'application exceptionnelles au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi» afin de fournir un soutien pour favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie (REACT-EU) https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200451.do
COM (2020)452	Proposition modifiée de RÈGLEMENT relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200452.do?appLng=FR
COM(2020)453	Proposition de RÈGLEMENT relatif à la facilité de prêt au secteur public dans le cadre du mécanisme pour une transition juste https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200453.do?appLng=FR
COM (2020)456	COMMUNICATION DE LA COMMISSION : L'heure de l'Europe : réparer les dommages et préparer l'avenir pour la prochaine génération https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200456.do
COM (2020)459	Proposition modifiée de RÈGLEMENT portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe» et définissant ses règles de participation et de diffusion, DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant le programme spécifique d'exécution du programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe», RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale, RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (les «plans stratégiques relevant de la PAC») et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200459.do
COM (2020)460	Proposition modifiée de RÈGLEMENT établissant le Fonds pour une transition juste https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200460.do?appLng=FR

COM (2020)461	Proposition de RÈGLEMENT modifiant le règlement (CE) n° 1257/96 du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200461.do
---------------	--

Descripteurs Eurovoc :	UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT – Budget – Politique budgétaire – Ressources propres – Epidémie – Conséquence économique
-------------------------------	---

Rédaction : Roeland Jansoone, premier conseiller, tél. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be

Europese analysecel

Het begrotingspakket voor herstel en veerkracht in Europa

Het aangepaste Meerjarig Financieel Kader en het Europees herstelpakket

Samenvatting:

In de context van de Coronacrisis heeft de Europese Raad eind april 2020 aan de Europese Commissie de opdracht gegeven om een herstelpakket voor te stellen met als kern een aangepast Meerjarig Financieel Kader (MFK). Dit kader moest immers worden bijgestuurd om klaar te zijn voor de gevolgen van de economische crisis.

Op 27 mei 2020 heeft de Europese Commissie een begrotingspakket voor herstel en veerkracht in Europa voorgesteld, gebaseerd op:

1. Het Meerjarig Financieel Kader (MFK): Dit MFK voor de periode 2021-2027 is de zesde editie van een Europees budgettair meerjarenplan en omvat alle bevoegdheden van de EU. Het MFK wenst de EU-begroting te moderniseren en te vereenvoudigen. Het MFK hervormt het gemeenschappelijk Landbouw- en cohesiebeleid en kijkt waar de EU een toegevoegde waarde kan betekenen (migratie, klimaat, e.a.). Het commissievoorstel gaat over een bedrag van 1.100 miljard EUR.

Er is ook een voorstel tot hervorming van het stelsel van de eigen middelen.

2. Het herstelinstrument voor de EU ("*NextGeneration EU*") van 750 miljard EUR om investeringen te leiden waar ze het meest nodig zijn (interne markt, samenwerking gezondheidszorg, crisisbeheer, groene en digitale transitie). NextGeneration EU zal de belangrijkste programma's van het MFK met middelen versterken.
3. Het SURE-mechanisme van 540 miljard EUR ter ondersteuning van werknemers, bedrijven en overheden (goedgekeurd door de Europese Raad van 23 april 2020) maakt eveneens deel uit van dit begrotingspakket voor herstel en veerkracht in Europa.

De termijn om een subsidiariteitsadvies te formuleren over de Europese wetgevingsvoorstellen verstrijkt op 27 juli 2020.

1. Achtergrond

Het Meerjarig Financieel Kader voor de periode 2021-2027 is de zesde editie van een Europees budgettair meerjarenplan en omvat alle bevoegdheden van de EU.

Over het Meerjarig Financieel Kader 2021 – 2027 (hierna afgekort als MFK) wordt reeds twee jaar onderhandeld. De eerste voorstellen van de Commissie dateren van 2 mei 2018. Het voorstel ging uit van een bedrag van 1.279 miljard EUR.

De discussies van de afgelopen twee jaar over het MFK spitsten zich toe op de hervorming van het gemeenschappelijk landbouw- en cohesiebeleid, de nieuwe beleidsdomeinen (klimaat, digitalisering, migratie, e.a.), de compensatie van de Britse bijdrage ingevolge Brexit (20 à 30 miljard EUR minder inkomsten) en de voorstellen tot hervorming van het stelsel van de eigen middelen.

In de conclusies van 12 en 13 december 2019 verzocht de Europese Raad zijn Voorzitter de onderhandelingen omtrent het MFK voort te zetten om tot een definitief akkoord te komen.

In februari 2020 formuleerde de Voorzitter van de Europese Raad een voorstel met een kleiner MFK, teneinde de bijdragen van lidstaten in deze crisistijden zo veel mogelijk te beperken. Dit compromisvoorstel ging over een bedrag van 1.094 miljard EUR.

In de context van de Coronacrisis is de Europese Raad bijeengekomen op 23 april 2020. De Europese Raad heeft geen overeenstemming bereikt over een gemeenschappelijke routekaart voor herstel na de crisis, maar heeft aan de Commissie de opdracht gegeven om zo spoedig mogelijk een voorstel met opties uit te werken inzake de Europese Meerjarenbegroting en een herstellepakket voor te stellen met als kern een aangepast MFK. Dit financieel kader moest immers worden bijgestuurd om klaar te zijn voor de gevolgen van de economische crisis.

Op 27 mei 2020 heeft de Europese Commissie een nieuw en versterkt MFK voorgesteld. De Europese Commissie nam hiervoor als uitgangspunt het voorstel van de Voorzitter van de Europese Raad en niet het Commissievoorstel van 2018.

Het huidige voorstel van de Europese Commissie bevat relatief kleine verschuivingen ten opzichte van het voorstel van de Voorzitter van de Europese Raad. Het commissievoorstel gaat over een bedrag van 1.100 miljard EUR.

De COVID-19 crisis heeft ertoe geleid dat de Commissie eveneens een herstelinstrument voor de EU heeft voorgesteld ("*NextGeneration EU*") van 750 miljard EUR om investeringen te leiden waar ze het meest nodig zijn (interne markt, samenwerking gezondheidszorg, crisisbeheer, groene en digitale transitie).

Het SURE-mechanisme van 540 miljard EUR ter ondersteuning van werknemers, bedrijven en overheden (goedgekeurd door de Europese Raad van 23 april 2020) maakt eveneens deel uit van dit begrotingspakket voor herstel en veerkracht in Europa.

Er is ook een voorstel tot hervorming van het stelsel van de eigen middelen.

2. Inhoud

Samengevat, bevatten de documenten de volgende krachtlijnen:

Een ambitieuze en innovatieve EU-meerjarenbegroting voor Europees herstel:

Ingevolge de economische impact van de Coronacrisis heeft de Commissie het oorspronkelijk MFK-voorstel COM (2018)322 gewijzigd op een aantal punten en enkele speciale instrumenten voorzien die de EU toelaten te reageren op specifieke onvoorziene omstandigheden (COM (2020) 443).

De groene en de digitale transitie is een uitdaging die men weerspiegelt ziet in alle programma's. *NextGeneration EU* zal de begroting de slagkracht geven die nodig is om een antwoord te geven op de meest dringende uitdagingen.

De programma's in het algemeen:

De cijfers die hierna volgen, zijn de middelen uit het MFK aangevuld met middelen uit *NextGenerationEU* (dus 1850 miljard EUR):

- Interne markt: 210 miljard EUR, waarvan 69,8 miljard EUR uit *NextGeneration EU*
- Cohesiebeleid: 373 miljard EUR, waarvan 50 miljard EUR uit *NextGeneration EU*. Ook het *Just Transition Fund* krijgt 40 miljard extra uit *NextGeneration EU*.
- Gemeenschappelijk landbouwbeleid: 333 miljard EUR
- Migratie en grensmanagement: 31,1 miljard EUR
- Veiligheid en defensie: 29,1 miljard EUR, waarvan 9,7 miljard EUR uit *Next Generation EU*
- Nabuuerschapsbeleid: 118,2 miljard EUR, waarvan 15,50 miljard EUR uit *Next Generation EU*
- Europees openbaar bestuur: 74,6 miljard EUR

Welke programma's worden versterkt?: o.a. *Horizon Europe* (94,4 miljard EUR om de Europese steun voor onderzoeks- en innovatieactiviteiten voor gezondheid en klimaat te vergroten), digital Europe (8,2 miljard EUR ter versterking van de cyberdefensie en de digitale transitie), jeugd / Erasmus+ (24,6 miljard EUR; d.w.z. + 3,4 miljard EUR), asiel & migratiefonds en grensbewakingsfonds (22 miljard EUR), interne veiligheidsfonds (2,2 miljard EUR), Europees defensiefonds (8 miljard EUR), pretoetredingssteun voor de partners in de Westelijke Balkan (12,9 miljard EUR).

Het aantal programma's wordt herleid. Gefragmenteerde financieringsbronnen worden samengevoegd in nieuwe geïntegreerde programma's.

Hoewel het financieel kader gericht is op het waarborgen van de begrotingsdiscipline, moet het tegelijkertijd voor voldoende flexibiliteit zorgen om een doeltreffende toewijzing van middelen en een snelle reactie van de Unie op onvoorziene omstandigheden en noodsituaties mogelijk te maken.

Specifieke instrumenten (21 miljard EUR): Er zijn drie flexibeler noodhulpmiddelen.

- Reserve voor solidariteit en noodhulp: reactie op gezondheidscrisis;
- Solidariteitsfonds van de EU: steun aan regio's getroffen door grote rampen;
- Europees Fonds voor aanpassing van de globalisering: steun aan werknemers die hun baan verliezen ingevolge herstructureringen.

Hervorming van het stelsel van eigen middelen (COM (2020)445:

Er komt hervorming van het stelsel van de eigen middelen, dat een verhoging omvat van 1,29 % van het bni naar 1,4 % van het bni.

De Europese Commissie wenst de eigen middelen aan te vullen door haar leencapaciteit tijdelijk en uitzonderlijk te verhogen en hiermee bepaalde uitgaven te financieren. Hierdoor stijgen de eigen middelen naar 2% van het bni.

Het pakket nieuwe eigen middelen ziet er als volgt uit: inkomsten uit het emissiehandelssysteem ETS tot 10 miljard EUR/jaar, Digitaks: 1,3 miljard EUR/ jaar, inkomsten gebonden aan de activiteiten van grote bedrijven die een groot voordeel halen uit de interne markt (10 miljard EUR/ jaar), aanpak van de “*Carbon leakage*” (waarbij bedrijven, hun productie verplaatsen naar landen met een minder streng klimaatbeleid) (14 miljard EUR/jaar).

Het voorstel spreekt niet meer over de taks op hoeveelheid niet-gerecycleerd plastic in een lidstaat.

Het herstelinstrument - NextGenerationEU COM (2020) 441 en 456:

De Coronacrisis is ongezien. Daarom stelt de Commissie voor om overeenkomstig art. 122 VWEU uitzonderlijke tijdelijke maatregelen te treffen tot versterking van het herstel en de veerkracht van de EU in de nasleep van de COVID-19 pandemie. Het gaat om 750 miljard EUR aan middelen voorzien in *NextGenerationEU*. Deze middelen komen bovenop de middelen voorzien in de programma's van het MFK. De Europese Commissie zal de eigen middelen aanvullen door tijdelijk en uitzonderlijk geld te lenen op de financiële markten. 500 miljard EUR zal worden verdeeld via subsidies. 250 miljard EUR wordt gebruikt om leningen aan lidstaten te verstrekken. De lidstaten kunnen hierbij geld lenen tegen een lage rente dankzij de sterke kredietrating van de Europese Commissie. De fondsen worden o.a. gebruikt voor de uitvoering van herstelplannen van de lidstaten.

Schematisch:

- Eerste pijler: Ondersteuning van lidstaten bij investeringen en hervormingen

Het *European Recovery & Resilience Facility* is ingebed in het Europees semester en ondersteunt investeringen en hervormingen, m.i.v. de groene en digitale transitie (560 miljard subsidies & 250 miljard leningen).

REACT-EU is een aanvulling op de cohesiefondsen (55 miljard). De verdeling is afhankelijk van de mate waarin regio's getroffen zijn. De klemtoon ligt op lokale overheden, gezondheidssystemen, kmo's, ...

Het *Just Transition Fund* wordt met 40 miljard versterkt. 15 miljard extra middelen gaan naar het Fonds voor Plattelandsontwikkeling om de “*Boer tot bord*”-strategie en de strategie i.v.m. biodiversiteit te implementeren.

- Tweede pijler (gericht op ondernemingen): Bevordering van privé-investeringen

Het *Solvency Support Instrument* (31 miljard) zal privémiddelen mobiliseren om gezonde bedrijven uit lidstaten, regio's en sectoren, die zwaar door de crisis zijn getroffen, te ondersteunen.

Enhanced InvestEU (15,3 miljard) zal garanties verstrekken voor de financiering van investeringen in duurzame infrastructuur, O&O, digitalisering, e.a. via de EIB en nationale stimuleringsbanken.

- Derde pijler: Lessen trekken uit de aanpak van de crisis

EU4Health: Voor investeringen in de versterking van de Europese gezondheidsstelsels worden subsidies van 9,4 miljard voorzien.

Verruiming van rescEU: Voor de versterking van de civiele bescherming ingeval van grote noodsituaties worden subsidies en aanbestedingen van 3,1 miljard voorzien.

Het herstelplan gaat van start in 2021 (wegens de noodzakelijke aanpassing van het eigen middelenbesluit). Voor investeringen in 2020 is er een overgangsoptelling, nl. niet met geleende fondsen maar met middelen uit het huidige MFK.

Timing: Tijdens de Europese Raad van 19 juni 2020 zullen de Staatshoofden en regeringsleiders over dit pakket beraadslagen. Een akkoord wordt beoogd in juli 2020. Daarna moet het pakket ook worden besproken in het Europees Parlement. Het besluit over de eigen middelen behoeft eenparigheid en moet geratificeerd worden in de lidstaten, anders kan het herstelplan niet van start gaan. Het is de bedoeling dat MFK en het herstelplan in werking treden met ingang van 1 januari 2021.

3. Europese rechtsbasis en ontwikkelingen:

Artikel 312 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU) bepaalt dat de Raad met eenparigheid van stemmen een verordening tot bepaling van het meerjarig financieel kader vaststelt.

Het voorstel betreffende de eigen middelen is gebaseerd op artikel 311, derde alinea, VWEU dat bepaalt dat de Raad "nieuwe categorieën van eigen middelen [kan vaststellen]" in het kader van een eigenmiddelenbesluit.

De voorstellen betreffende het herstelplan zijn gebaseerd op het artikel 322 VWEU dat bepaalt dat de Raad, op voorstel van de Commissie, de regels en de procedure bepaalt volgens welke de budgettaire ontvangsten waarin het stelsel der eigen middelen van de Unie voorziet, ter beschikking van de Commissie worden gesteld.

4. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Financiën;
- Ter informatie: adviescomité voor Europese aangelegenheden.

5. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Financiën

6. Subsidiariteit/ Parlementaire opvolging:

De bevoegde commissie kan over de voorstellen een advies over de subsidiariteit geven in de zin van Art.37*bis* van het Kamerreglement.

De termijn om een subsidiariteitsadvies te formuleren over dit voorstel verstrijkt op 27 juli 2020.

De bevoegde commissie kan in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Om meer te weten:

COM (2020)403	Voorstel voor een VERORDENING tot vaststelling van het InvestEU-programma https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200403.do
COM (2020)404	Voorstel voor een VERORDENING tot wijziging van Verordening (EU) nr. 2015/1017 wat betreft de invoering van een instrument voor solvabiliteitssteun https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200404.do
COM (2020)405	Voorstel voor een VERORDENING tot vaststelling van een actieprogramma voor de Unie op het gebied van gezondheid voor de periode 2021-2027 en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 282/2014 (“EU4Health-programma”) https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200405.do
COM (2020)407	Voorstel voor een VERORDENING tot wijziging van Verordening (EU) 2017/1601 tot instelling van het Europees Fonds voor duurzame ontwikkeling (EFDO), de EFDO-garantie en het EFDO-garantiefonds https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200407.do
COM (2020)408	Voorstel voor een VERORDENING tot instelling van een faciliteit voor herstel en veerkracht https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200408.do
COM (2020)409	Voorstel voor een VERORDENING tot vaststelling van een instrument voor technische ondersteuning https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200409.do
COM (2020)441	Mededeling “De EU-begroting als drijvende kracht achter het herstelplan voor Europa” https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200441.do
COM (2020)442	Voorstel voor een VERORDENING VAN DE RAAD tot vaststelling van een herstelinstrument voor de Europese Unie ter ondersteuning van het herstel in de nasleep van de COVID-19-pandemie https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200442.do
COM(2020)443	Gewijzigd voorstel voor een VERORDENING tot bepaling van het meerjarig financieel kader voor de jaren 2021-2027 https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200443.do
COM (2020)444	Gewijzigd voorstel voor een Interinstitutioneel Akkoord tussen het Europees Parlement, de Raad en de Commissie betreffende de begrotingsdiscipline, de samenwerking in begrotingszaken en een goed financieel beheer https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200444.do

COM (2020)445	Gewijzigd voorstel voor een VERORDENING tot vaststelling van uitvoeringsmaatregelen voor het stelsel van eigen middelen van de Europese Unie https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200445.do
COM (2020)446	Voorstel voor een VERORDENING tot wijziging van Verordening (EU, Euratom) nr. 1311/2013 van de Raad tot bepaling van het meerjarig financieel kader voor de jaren 2014-2020 https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200446.do
COM (2020)447	Gewijzigd voorstel voor een VERORDENING betreffende het Europees Sociaal Fonds Plus (ESF+) https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200447.do
COM (2020)450	Gewijzigd voorstel voor een VERORDENING houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het EFRO, ESF+, Cohesiefonds, JTF, Fonds voor asiel en migratie, het Fonds voor interne veiligheid en het Instrument voor grensbeheer en visa https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200450.do
COM (2020)451	Voorstel voor een VERORDENING tot wijziging van Verordening (EU) nr. 1303/2013 wat betreft uitzonderlijke extra middelen en uitvoeringsregelingen in het kader van de doelstelling “investeren in groei en werkgelegenheid” om bijstand te verlenen ter bevordering van het crisisherstel in de context van de COVID-19-pandemie en ter voorbereiding van een groen, digitaal en veerkrachtig herstel van de economie (REACT-EU) https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200451.do
COM (2020)452	Gewijzigd voorstel voor een VERORDENING inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling en het Cohesiefonds https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200452.do
COM(2020)453	Proposal for a REGULATION on the public sector loan facility under the Just Transition Mechanism https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200453.do
COM (2020)456	MEDEDELING van de Commissie: Het moment van Europa: herstel en voorbereiding voor de volgende generatie https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200456.do
COM (2020)459	Gewijzigd voorstel voor een VERORDENING tot vaststelling van Horizon Europa, een VERORDENING tot vaststelling van het instrument voor nabuurschapsbeleid, ontwikkeling en internationale samenwerking, een VERORDENING tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische GLB-plannen https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200459.do
COM (2020)460	Gewijzigd voorstel voor een VERORDENING tot oprichting van het fonds voor een rechtvaardige transitie https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200460.do
COM (2020)461	Voorstel voor een VERORDENING tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1257/96 van de Raad van 20 juni 1996 betreffende humanitaire hulp https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200461.do
Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – VERORDENING – Begroting – Begrotingsbeleid - Eigen middelen - Epidemie – Economisch gevolg

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be

09.06.2020